

« Les Syriens n'en peuvent plus ! »

RÉVOLTE. Alors que les manifestations sont durement réprimées, Antoine Basbous, directeur de l'observatoire des pays arabe, pense que Bachar al-Assad peut tomber.

Directeur de l'Observatoire des pays arabes, Antoine Basbous décrypte les manifestations qui secouent la Syrie depuis une semaine. **Que se passe-t-il en Syrie ?**



(O.N.)

ANTOINE BASBOUS. La Syrie vit sous l'état d'urgence depuis 1963. Quand un peuple est autant réprimé, qu'un parti gouverne depuis si longtemps et qu'une véritable dynastie s'est formée, on ne croit plus aux promesses verbales de changement. La vérité, c'est que les Syriens n'en peuvent plus ! Ce régime a généré une corruption colossale au profit de ce que l'on pourrait appeler la « famille royale », c'est-à-dire la dynastie Assad et consorts. Les Alaouites, qui ne représentent que 10 % de la population, confisquent depuis trop longtemps le pouvoir. Un exemple : Rami Makhlouf, le cousin germain du président, est un homme d'affaires riche devenu en quelque sorte son financier occulte.

« A cause d'Internet, Bachar ne peut plus réprimer dans le secret »

Combien compte-t-on jusqu'à présent de victimes ?

Ces émeutes et leur répression sanglante avaient déjà fait hier matin près de 150 morts en une semaine et, à l'issue d'une Journée de colère la plus importante depuis le début de la contestation, on atteignait hier soir les 200 morts, presque toutes victimes de

tirs à balles réelles. C'est en effet la garde présidentielle qui sévit et celle-ci est commandée par Maher al-Assad, le petit frère de Bachar, qui occupe auprès de ce dernier le même rôle que son oncle Rifaat occupait auprès de son père Hafez. Tous les Syriens

ont encore en mémoire la terrible répression de février 1982 à Hama, qui fit 30 000 morts en cinq jours, même si on n'a jamais vu une seule photo de ce massacre, car, à l'époque, Internet n'existait pas. Aujourd'hui, on suit tout en direct grâce à Twitter, Facebook ou Internet et on sait ainsi que les manifestations ont été importantes ce vendredi à Deraa, mais aussi dans des villes alaouites comme Lattaquié.

Au pouvoir depuis juin 2000,

Bachar al-Assad peut-il tomber ?

A cause précisément d'Internet, Bachar ne peut plus réprimer dans le secret aussi violemment que son père Hafez. Il est donc plus facile de le faire tomber, car le régime tremble déjà sur ses bases. Les promesses faites par sa conseillère Buthaina Chaaban ne sont que la copie de celles qu'il avait déjà faites il y a onze ans, à son avènement, et elles ne trompent plus personne. Cette tentative de diversion ne suffira pas à désamorcer la révolte populaire. Si jamais le régime d'Assad tombait, ce serait un tremblement de terre géopolitique au Proche-Orient, car l'Iran perdrait ainsi une pièce maîtresse de son arc chiite qui s'étend de la Caspienne à la Méditerranée.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
BRUNO FANUCCHI**

On déplore déjà 200 morts

De nouvelles manifestations, violemment réprimées, se sont déroulées hier à Damas et dans d'autres villes de Syrie. En dix jours, le bilan dépasserait les 200 morts.

L'annonce jeudi par les autorités de mesures sans précédent de démocratisation — une possible annulation de l'état d'urgence, des mesures anti-corruption, des libérations d'opposants, ainsi qu'une augmentation du salaire des fonctionnaires — n'a pas calmé la contestation populaire du régime autoritaire en place depuis quarante ans. Hier, le mouvement de protestation a touché plusieurs villes, notamment Deraa, foyer de la contestation, où plus de cent personnes ont été tuées depuis le 18 mars. Selon un militant syrien des droits de l'homme, « dix-sept manifestants ont été tués par des tirs contre un rassemblement se dirigeant vers Deraa ». Dans le centre-ville, les forces de sécurité ont tiré sur des manifestants qui ont arraché un portrait du président Bachar al-Assad et voulu déboulonner une statue de son père, Hafez al-Assad.

Des centaines de personnes ont aussi manifesté à Damas après la prière à la mosquée des Omeyyades. Ils ont défilé en criant : « Deraa, c'est la Syrie », « Dieu, la Syrie, la liberté et c'est tout ». Ils ont croisé des partisans du régime qui leur répondaient : « Avec notre sang et notre âme, nous nous sacrifierons pour Bachar al-Assad. »

Quelque 3 000 personnes ont manifesté à Baniyas, au nord-ouest de Damas, et des centaines ont défilé à Hama où une révolte des Frères musulmans fut matée dans le sang en 1982.

YÉMEN

Le président Saleh temporise

Le pouvoir yéménite vacille. Hier, le président du Yémen, Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis trente-deux ans, s'est dit de nouveau « prêt à remettre le pouvoir ». Cette annonce intervient au moment où des manifestations massives se sont encore une fois déroulées à Sanaa, la capitale, exigeant le départ immédiat du président. « Nous sommes prêts à quitter le pouvoir », a lancé Saleh dans un discours retransmis par la télévision d'Etat. Mais le président a aussitôt assorti son départ de certaines conditions. « Nous devons transférer le pouvoir entre des mains sûres, pas entre des mains malades, pleines de ressentiment ou corrompues », a-t-il expliqué. Mercredi, le président yéménite avait déjà promis d'organiser l'élection présidentielle en

janvier 2012. Deux canaux de négociations auraient été ouverts pour tenter de parvenir à une transition pacifique dans cet Etat de la péninsule arabique.

Les opposants dans la rue

Hier, des dizaines de milliers d'opposants ont participé à une nouvelle journée de mobilisation. Les manifestants ont notamment brandi des cartons rouges pour exiger du président qu'il « dégage » comme Ben Ali en Tunisie et Moubarak en Egypte ces dernières semaines. Dans un autre quartier de Sanaa, plusieurs milliers de partisans de Saleh se sont également mobilisés au même moment. Vendredi dernier, une journée de protestation similaire avait causé la mort de 52 personnes dans la capitale.

EN BREF

JORDANIE

Des heurts ont opposé à Amman des manifestants réclamant des réformes à des partisans du régime et aux forces de l'ordre, faisant un tué et plus de 130 blessés, selon des sources médicales. C'est le premier décès depuis le déclenchement de la contestation en Jordanie, il y a trois mois.

BAHREÏN

Les forces de sécurité de Bahreïn ont tiré hier des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc contre les manifestants antigouvernementaux dans plusieurs villes du petit royaume insu-

laire du Golfe. On déplore au moins un mort et une cinquantaine de blessés, selon des militants de l'opposition.

CÔTE D'IVOIRE

Des tirs à l'arme lourde ont été entendus hier pendant plusieurs heures dans deux quartiers du nord d'Abidjan, bastions des insurgés soutenant le président ivoirien reconnu par la communauté internationale, Alassane Ouattara. Les tirs sont survenus au moment où la France et le Nigeria demandaient aux Nations unies d'interdire les armes lourdes dans la capitale économique ivoirienne.